

# Scandale : des salaires de misère en périphérie de l'Europe

Salaires équitables en Europe de  
l'Est : pour manger, vivre et rester  
dans le pays

Rapport « Nouveaux fronts » de la CSI  
Avril 2020

Entrevues et photos de : Nikolay Draganov, Natalie Gryvnyak, Rasid Krupalija, Jelena Prtorić, Lidija Pisker et Louis Seiller.

Photo de couverture : Un «panier de biens» classique en Croatie.

# Table des matières

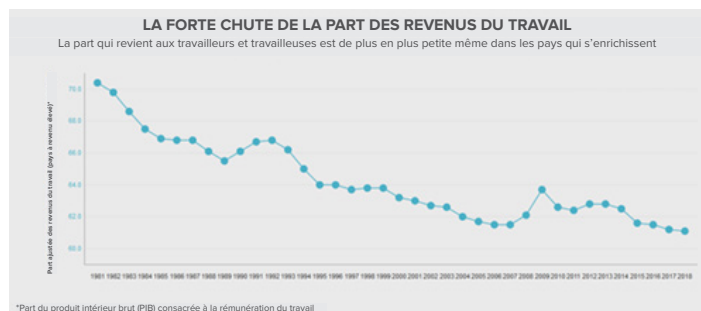
Introduction.....	4
Profils des pays .....	7
La croissance économique en Europe de l'Est : un modèle d'inégalité .....	18
Les salaires doivent être augmentés en Europe de l'Est .....	20
Remédier à l'inadéquation de la protection sociale .....	23
Les arguments économiques en faveur d'un salaire minimum vital et d'une protection sociale .....	25
Notes .....	26

# Introduction

Nous traversons une crise mondiale des salaires et les inégalités n'ont jamais été aussi élevées. Des millions de personnes se battent pour survivre et même en périphérie de l'Europe, les salaires sont parfois misérables.

Dans le monde, 84 % des personnes interrogées affirment que le salaire minimum ne leur permet pas de vivre et plus de 70 % d'entre elles n'ont que peu, voire aucune protection sociale. À l'échelle mondiale, 55 % de la population, soit quatre milliards de personnes ne sont couvertes par aucune prestation de protection sociale et moins d'un tiers bénéficie d'une protection complète. La liberté syndicale et le droit de négociation collective, outils essentiels pour partager la prospérité, sont la cible d'attaques.

Ces dernières décennies, la diminution de la part des revenus du travail alors que la productivité augmente signifie que la croissance économique est de moins en moins partagée avec la main-d'œuvre par l'intermédiaire des salaires. Le monde est trois fois plus riche qu'il y a un peu plus de trente ans et pourtant le nombre de personnes qui se couchent le ventre vide est supérieur à celui que les dirigeants du monde affirment avoir sorti de la pauvreté.



Source : Bureau international du Travail (BIT) sur la base des données macroéconomiques AMECO de la Commission européenne]

Ces tendances sont source de désespoir et de colère, elles pèsent sur la demande globale, paralysent les marchés domestiques et empêchent une croissance mondiale durable. Les salaires minimums, ne représentant qu'une fraction du coût de la vie estimé pour une famille, sont insuffisants pour mener une vie décente. Les travailleurs/ses se battent pour survivre et les salaires minimums établis dans les pays d'Europe de l'Est ne constituent pas des salaires vitaux. Il est essentiel de mettre en place des mécanismes de fixation du salaire minimum vital et de renforcer la négociation collective pour remédier à la situation. La législation promise par la nouvelle direction de la Commission européenne, si elle établit effectivement un plancher pour le salaire vital, peut offrir une raison d'espérer.

Malgré la croissance mondiale due à la mondialisation, on constate, notamment en Europe de l'Est, qu'elle n'est pas généralisée. Du reste, les fortes inégalités sont désormais reconnues comme un risque économique et social.

**En Roumanie et en Bulgarie, le salaire minimum après impôt représente moins d'un quart du coût d'un panier de biens essentiels pour une famille de taille moyenne.**

L'Europe de l'Est connaît une croissance économique relativement soutenue depuis une dizaine d'années. Le produit intérieur brut (PIB) de la région a en effet presque quadruplé depuis l'an 2000, passant de 570 milliards à près de 2000 milliards de dollars des États-Unis (USD). Les économies roumaine et bulgare croissent plus rapidement que la moyenne européenne : les derniers taux de croissance annuels du PIB sont respectivement de 4,4 % et de 3,1 % alors que le taux de croissance moyen de l'Union européenne est de 2 %. Dans les Balkans occidentaux, le taux de croissance moyen prévu pour la période 2018-2020 devrait atteindre 3,5 %.

**En Bulgarie, Macédoine du Nord et Roumanie, la part du revenu national détenue par les 10 % les plus riches est plus de dix fois supérieure à celle détenue par les 10 % les plus pauvres de la population.**

Il est toutefois évident que la croissance économique n'est pas équitablement partagée entre les habitants de la région ni adéquatement traduite en possibilités de travail décent ou en amélioration des conditions de vie.

**Les droits syndicaux ont systématiquement ou régulièrement été violés en Roumanie, Bulgarie, Albanie, Macédoine du Nord et Serbie (pays classés dans les catégories 3 et 4 de l'Indice CSI des droits dans le monde) et les droits syndicaux ne sont pas garantis en Ukraine (pays classé dans la catégorie 5 de l'Indice CSI).**

Le contrat social a été bafoué.

Les gouvernements ne sont pas parvenus à réglementer les marchés du travail et un trop grand nombre d'entre eux, s'inclinant devant les grandes entreprises et prônant une idéologie de droite, s'en sont pris directement aux droits humains, aux droits au travail, aux salaires et à la sécurité sociale de leurs citoyens ou ont laissé de telles attaques se produire.

Il n'est pas étonnant que la perte de confiance envers les institutions, y compris la démocratie, continue de s'accroître. Trop de gens ne profitent pas des bénéfices de la démocratie, et l'insécurité et le désespoir qui en découlent alimentent une ère de la colère.

Il n'est pas étonnant que la perte de confiance envers les institutions, y compris la démocratie, continue de s'accroître. Trop de gens ne profitent pas des bénéfices de la démocratie, et l'insécurité et le désespoir qui en découlent alimentent une ère de la colère.

## **Fair Pay to eat, to live, to stay : la campagne qui réclame une hausse des salaires en Europe de l'Est**

Dix pays – l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la République de Moldova, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Roumanie, la Serbie et l'Ukraine – se sont unis pour réclamer une hausse du salaire minimum et une meilleure protection sociale dans le cadre de la campagne Fair Pay to eat, to live, to stay.

Une coordination régionale à propos des salaires s'impose. Si les gouvernements soutiennent et prônent des augmentations du salaire minimum dans toute la région, il ne sera plus possible de prétendre que la concurrence est un obstacle. En outre, compte tenu de l'intégration économique de plus en plus forte en Europe, une coordination entre les pays européens sur la question des salaires peut aider à endiguer la vague d'émigration des jeunes d'Europe de l'Est et ainsi éviter une perte de compétences dans ces pays.

L'Union européenne doit soutenir ces objectifs visant à mettre en place des rémunérations équitables, garantir une protection sociale et respecter les droits des travailleurs, et doit encourager leur réalisation afin de garantir des moyens de subsistance décentes à ses citoyens, promouvoir une convergence sociale ascendante en Europe et combattre le dumping social. Des salaires de misère et de piètres conditions de travail fragilisent les perspectives d'intégration et de convergence sociale ascendante.

**Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de la Serbie aura diminué de 19 % par rapport à 2020 et de 34 % par rapport à 1990.**

L'UE doit donc adapter ses politiques et instruments en conséquence et adopter des mesures ambitieuses pour veiller à ce que ses États membres (Bulgarie, Croatie, Roumanie) établissent des salaires minimums légaux décentes et encouragent réellement et renforcent la négociation collective, y compris dans le contexte d'une nouvelle initiative annoncée par la Commission européenne relative à des salaires minimums équitables.

Pour les États qui ne font pas partie de l'UE (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, République de Moldova, Monténégro, Serbie et Ukraine), l'UE doit également veiller à ce que tout accord commercial ou de partenariat ou encore les processus d'élargissement tiennent dûment compte de la question des salaires équitables et du travail décent; elle

doit s'assurer que le pilier européen sur les droits sociaux constitue un élément essentiel d'accession ou de partenariat.

En Europe de l'Est, les syndicats demandent aux gouvernements de :

1. **Fixer des salaires minimums planchers légaux** qui permettent aux travailleurs et à leurs familles de vivre dignement, et les accompagner de systèmes de protection sociale complets et appropriés. De telles mesures soutiendraient le travail formel, augmenteraient la productivité et la création de postes de travail, stimuleraient l'emploi, contraindraient l'émigration massive et empêcheraient la perte de compétences, et soutiendraient un développement économique pour tous.
2. **Veiller à ce que la fixation des salaires minimums s'effectue sur la base de données probantes**, en tenant compte du coût de la vie. En outre, ils devraient être établis par l'intermédiaire de processus transparents, prévoyant la pleine participation des partenaires sociaux et des mises à jour régulières afin de tenir compte de l'inflation et de l'évolution du coût de la vie.
3. **S'attaquer aux arriérés de salaires et faire appliquer les salaires minimums** grâce à une inspection du travail dotée de ressources suffisantes et à des sanctions dissuasives pour les entreprises en cas de non-respect de la convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970, de l'Organisation internationale du Travail (OIT) que la plupart des pays de la région ont ratifiée. En cas d'insolvabilité, le paiement des salaires doit être considéré comme une dette prioritaire, conformément à la convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949, de l'OIT.
4. **Mettre en place des systèmes de protection sociale adaptés et complets** conformément aux normes internationales du travail, dont la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, et la recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012, de l'OIT.
5. **Garantir et promouvoir la liberté syndicale et les droits de négociation collective** pour parvenir à des salaires équitables supérieurs au salaire minimum. Les travailleurs devraient avoir le droit de s'organiser, de s'affilier à des organisations syndicales et de négocier avec leurs employeurs des salaires et des rémunérations appropriés en fonction de leur travail.

Il est temps d'établir des salaires équitables en Europe de l'Est pour permettre aux travailleurs et à leurs familles de manger, de vivre et de rester dans leur pays.

Sharan Burrow  
Secrétaire générale de la CSI



# Salaires équitables en Europe de l'Est : pour manger, vivre et rester dans le pays

## La croissance économique en Europe de l'Est : un modèle d'inégalité

1

- La croissance économique ne s'est pas traduite par des possibilités de travail décent.  
**En Roumanie, où la croissance économique est pourtant plus de deux fois supérieure à la moyenne de l'UE, un travailleur sur quatre est menacé de pauvreté et d'exclusion sociale.**
- L'inégalité de revenus est élevée et ne cesse de croître.  
**En Macédoine du Nord, la part du revenu national détenue par les 10 % des personnes gagnant les salaires les plus élevés est plus de 15 fois supérieure à celle détenue par les 10 % de la population aux salaires les plus faibles.**
- Les piètres conditions de travail et de vie poussent la population à émigrer massivement.  
**Plus d'un tiers des ressortissants des pays de la région des Balkans occidentaux vivent actuellement à l'étranger.**
- L'absence de possibilités de travail décent et les hauts niveaux de pauvreté ont des conséquences sociales, politiques et économiques désastreuses.  
**Alors que ses citoyens partent à l'étranger en quête de meilleures perspectives professionnelles, la République de Moldova connaît de fortes pénuries de personnel compétent dans des secteurs essentiels, y compris la santé. Rien que de 2011 à 2016, le pays a perdu 7 % de son personnel médical moyennement qualifié et 6 % de son personnel infirmier, et aujourd'hui plus d'un quart du personnel médical a dépassé l'âge de la retraite.**

## Les salaires doivent être augmentés en Europe de l'Est

2

- En Europe de l'Est, les salaires minimums légaux sont des salaires de misère.  
**En Macédoine du Nord, le salaire minimum après impôt (238 EUR) est inférieur au seuil de pauvreté national pour une personne seule (265 EUR) et est bien inférieur au seuil de pauvreté pour un ménage moyen (556 EUR).**
- Le coût de la vie est supérieur aux salaires minimums légaux.  
**En Bulgarie, le salaire minimum après impôt ne représente que 17 % du prix d'un panier de biens essentiels pour une famille de taille moyenne.**
- La négociation collective relative aux salaires est menacée.  
**En Roumanie, la couverture de la négociation collective a diminué de près de 70 % ces dix dernières années à la suite d'une série de réformes destinées à réduire la portée des conventions collectives.**
- L'inobservation de la législation du travail prive les travailleurs de leurs droits.  
**En Ukraine, les salaires non payés équivalraient à 115 millions d'EUR et la moitié des salaires seraient en réalité retenus par des entreprises économiquement actives.**
- Les faibles salaires encouragent l'informalité, suppriment la demande globale et ont des conséquences économiques négatives.  
**En Albanie, près de 40 % des travailleurs disposent d'un emploi informel.**

## Remédier à l'inadéquation de la protection sociale

3


- Les systèmes de protection sociale ne couvrent pas la plupart des travailleurs et travailleuses.  
**En Croatie, à peine 20 % des personnes au chômage perçoivent réellement des prestations de chômage.**
- Les dépenses sociales ne sont pas suffisantes.  
**Les dépenses sociales de la Roumanie équivalent à la moitié des dépenses moyennes des pays de l'UE pour leur système de protection sociale (14 % du PIB contre 28 %).**
- L'inadéquation des systèmes de protection sociale participe à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités et empêche une croissance économique inclusive.  
**En Serbie, Roumanie et Macédoine du Nord, près de 40 % de la population est exposée au risque de pauvreté.**
- L'extension de la couverture sociale à l'ensemble de la main-d'œuvre est financièrement possible.  
**L'indice de protection sociale de la Fondation Friedrich Ebert montre que les frais supplémentaires générés par une extension des socles de protection sociale représentent moins de 2 % du PIB de tous les pays cités dans le présent rapport.**

## Les arguments économiques en faveur d'un salaire minimum vital et d'une protection sociale

4

- L'augmentation des salaires minimums légaux réduit la pauvreté et les inégalités.
- L'augmentation des salaires minimums légaux stimule la demande globale, favorise l'emploi et encourage la croissance économique en général.
- Des salaires minimums légaux et une protection sociale appropriée favorisent une croissance économique inclusive.

# Profils des pays<sup>1</sup>

Albanie	
Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne	4 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
Salaire minimum (avant impôt, en EUR)	216 EUR par mois
Salaire minimum (après impôt, en EUR)	191 EUR par mois
Seuil de pauvreté (en EUR)	247 EUR par mois pour une personne 494 EUR par mois pour un ménage
Projection de l'évolution démographique	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de l'Albanie aura diminué de 18 % par rapport à 2020 et de 36 % par rapport à 1990.
Indice CSI des droits dans le monde	3 – Violations régulières des droits
Taux d'emploi	60 %
Part de l'emploi dans le secteur public	14,9 %
Principaux secteurs d'emploi	Services, agriculture, secteur public, habillement, bois, pétrole, ciment, substances chimiques, mines, métaux de base, énergie hydraulique
Principaux employeurs (internationaux / nationaux)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le distributeur d'électricité – OSHEE (compagnie d'électricité)</li> <li>Kastrati (compagnie pétrolière)</li> <li>Banque commerciale nationale (services financiers)</li> <li>Spiecapag Shqiperia (entreprise de construction du gazoduc trans-Adriatique)</li> <li>Bankers Petroleum (pétrole et gaz)</li> </ul>
Relations avec l'Union européenne	L'Albanie a signé un accord d'association et de stabilisation avec l'UE en 2006. L'Albanie a présenté une demande d'adhésion à l'UE en 2009 et le pays a le statut de candidat à l'adhésion à l'UE depuis 2014.
Pourcentage des échanges avec l'Union européenne	Environ 77 % de la totalité des exportations sont destinées à l'UE
Ratification de la convention n° 131 de l'OIT	Oui (2004)
État des négociations nationales relatives aux salaires	Le Conseil national du travail, une entité tripartite, fixe le salaire minimum. En 2019, le salaire minimum a été augmenté de façon marginale de 8 %, ce qui reste néanmoins bien en deçà des revendications syndicales et du coût de la vie dans le pays.

## Violeta, 43 ans, travailleuse dans le secteur textile, Albanie



“ Il y a beaucoup de problèmes au travail, le premier étant que les salaires sont très bas. Pour apprécier un travail, il faut être payé correctement pour ce que vous faites. Je fais ce travail parce que nous n'avons pas d'autres options et c'est très difficile pour moi de trouver un emploi ailleurs. Nous sommes une famille de quatre et nos dépenses sont d'environ 490 EUR. Nous nous demandons toujours comment nous allons survivre avec mon salaire. Nous ne parvenons qu'à couvrir nos dépenses de base pour survivre, nous calculons tous nos frais : l'électricité – 33 EUR, l'eau – 8 EUR, la nourriture – 205 EUR. Nous ne sommes pas très optimistes pour l'avenir, mais comme on dit en Albanie, l'espoir fait vivre. ”

### Bosnie-Herzégovine



<b>Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'UE</b>	3,1 % par rapport à la moyenne de l'Union européenne de 2 %
<b>Salaire minimum (avant impôt, en EUR)</b>	Différent selon l'entité qui établit ses salaires, impôts et cotisations conformément à ses propres lois : <ul style="list-style-type: none"> <li>Pour la Republika Srpska : 343 EUR par mois</li> <li>Pour la Fédération de Bosnie-Herzégovine : 282 EUR par mois</li> </ul>
<b>Salaire minimum (après impôt, en EUR)</b>	Différent selon l'entité : <ul style="list-style-type: none"> <li>Pour la Republika Srpska : 230 EUR par mois</li> <li>Pour la Fédération de Bosnie-Herzégovine : 222 EUR par mois</li> </ul>
<b>Seuil de pauvreté (en EUR)</b>	Pour la Republika Srpska : 182,26 EUR par mois pour une personne (2015)
<b>Projection de l'évolution démographique</b>	Sur la base des projections des Nations Unies de 2019, la Bosnie-Herzégovine devrait perdre 20 % de sa population d'ici 2050 et la moitié de celle-ci d'ici 2100. Le pays perd 0,63 % de sa population tous les ans.
<b>Indice CSI des droits dans le monde</b>	4 - Violations systématiques des droits
<b>Taux d'emploi</b>	57,3 %
<b>Part de l'emploi dans le secteur public</b>	Données non disponibles
<b>Principaux secteurs d'emploi</b>	Services, métaux et minéraux, industrie manufacturière, textile, produits du tabac, meubles en bois, appareils électroménagers, raffinage de pétrole, commerce, construction, restauration.
<b>Principaux employeurs (internationaux / nationaux)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>JP Elektroprivreda (compagnie d'électricité)</li> <li>Bingo doo (supermarché)</li> <li>Holdina doo (pétrole brut et produits pétroliers)</li> <li>Konzum doo (supermarché)</li> <li>Optima Grupa (pétrole)</li> <li>BH telecom (télécommunications)</li> <li>ArcelorMittal (entreprise sidérurgique)</li> </ul>
<b>Relations avec l'Union européenne</b>	La Bosnie-Herzégovine a signé un accord d'association et de stabilisation avec l'UE et ce dernier est entré en vigueur en 2015. Le pays a présenté une demande d'adhésion à l'UE en 2016. Il n'est toutefois pas encore considéré comme un candidat à l'adhésion, mais comme un «candidat potentiel».
<b>Pourcentage des échanges avec l'Union européenne</b>	Environ 73 % des exportations du pays sont destinées à l'UE (2018)
<b>Ratification de la convention n° 131 de l'OIT</b>	Oui (1993)

### Robert, 48 ans, employé administratif, Fédération de Bosnie-Herzégovine



“ Si j'étais augmenté, ce qui ne devrait pas arriver, je mettrais un peu d'argent de côté pour avoir des toilettes plus correctes. Notre appartement et pratiquement tous nos meubles ont été payés avec des prêts bancaires, sinon, nous n'aurions jamais pu nous les offrir. ”



## Bulgarie



Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne	3,1 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
Salaire minimum (avant impôt, en EUR)	286 EUR par mois
Salaire minimum (après impôt, en EUR)	222 EUR par mois
Seuil de pauvreté (en EUR)	180 EUR par mois pour une personne 377 EUR par mois pour un ménage de quatre personnes
Projection de l'évolution démographique	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de la Bulgarie aura diminué de 18 % par rapport à 2020 et de 66 % par rapport à 1990
Indice CSI des droits dans le monde	3 – Violations régulières des droits
Taux d'emploi	72,4 %
Part de l'emploi dans le secteur public	23 % (part calculée à partir de l'ensemble des salariés) 17 % (part calculée à partir de l'ensemble des emplois)
Principaux secteurs d'emploi	Secteur public, services (y compris des centres externalisés), métaux, machines et équipement, pièces automobiles, substances chimiques
Principaux employeurs (internationaux / nationaux)*2	<ul style="list-style-type: none"> <li>• EVN (production et fourniture d'électricité)</li> <li>• Standard Profile (transformation de métaux)</li> <li>• Asarel Medet (mines)</li> <li>• Arsenal (production d'armes et construction de machines)</li> <li>• KZM (métallurgie et mines)</li> <li>• Chemins de fer bulgares (transport ferroviaire)</li> <li>• Mines «Mariza East» (mines)</li> </ul>
*D'autres entreprises figurent dans les notes de fin.	
Relations avec l'Union européenne	La Bulgarie est un pays membre de l'UE et fait donc partie du marché unique européen
Pourcentage des échanges avec l'Union européenne	Les échanges intracommunautaires représentent 68 % des exportations de la Bulgarie
Ratification de la convention n° 131 de l'OIT	Oui (2018)
État des négociations nationales relatives aux salaires	En Bulgarie, le niveau du salaire minimum est ajusté tous les ans et les partenaires sociaux sont consultés dans le cadre du Conseil national pour la coopération tripartite. En 2019, le salaire minimum a été augmenté de 25 EUR (avant impôt) par rapport à 2018 – il est loin de suffire à satisfaire aux besoins des travailleurs et de leurs familles et reste le salaire minimum le plus bas de l'Union européenne.


## Diana, 54 ans, femme de chambre, Bulgarie



“ J’ai deux diplômes, en histoire et en psychologie, de deux des établissements supérieurs les plus prestigieux de Bulgarie et de la péninsule des Balkans. Il est presque impossible de trouver un emploi, c’est pourquoi je travaille comme femme de chambre. Mon salaire est très proche du salaire minimum national.

Mes principales dépenses sont liées aux factures du ménage : électricité, eau, chauffage, téléphone, internet.

J’aime aller au cinéma, au théâtre ou à des concerts et voyager, mais je ne peux pratiquement jamais me le permettre. Quelques festivals de musique sont organisés à Roussé et les musiciens logent souvent dans mon hôtel; ainsi, je peux les voir, mais pas sur scène. L’exploitation, le combat permanent contre la pauvreté et la crainte de la marginalisation – telle est la situation des travailleurs de notre ville. ”

<div>Croatie</div> <div></div>	
Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne	2,9 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
Salaire minimum (avant impôt, en EUR)	507 EUR par mois
Salaire minimum (après impôt, en EUR)	405 EUR par mois
Seuil de pauvreté (en EUR)	336 EUR par mois pour une personne 706 EUR par mois pour un ménage
Projection de l'évolution démographique	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de la Croatie aura diminué de 18 % par rapport à 2020 et de 42 % par rapport à 1990
Indice CSI des droits dans le monde	2 – Violations réitérées des droits
Taux d'emploi	65,2 %
Part de l'emploi dans le secteur public	21,3 %
Principaux secteurs d'emploi	Secteur public, services (dont le tourisme), substances chimiques et plastiques, outillage pour machines, métaux, électronique, aluminium, papier, produits du bois, matériaux de construction, textile, construction navale, pétrole et raffinage pétrolier
Principaux employeurs (internationaux / nationaux)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fortenova (entreprise agroalimentaire)</li> <li>Hrvatska Elektroprivreda (compagnie d'électricité)</li> <li>Hrvatske šume (forêt)</li> <li>INA (compagnie pétrolière)</li> <li>Konzum (supermarché)</li> <li>Zagrebacka Banka (services financiers)</li> </ul>
Relations avec l'Union européenne	La Croatie est un pays membre de l'UE et fait donc partie du marché unique européen
Pourcentage des échanges avec l'Union européenne	Les échanges intracommunautaires représentent 68 % des exportations de la Croatie
Ratification de la convention n° 131 de l'OIT	Non
État des négociations nationales relatives aux salaires	Récemment, en 2019, le gouvernement a augmenté le salaire minimum de 9 % à la suite d'une consultation du Conseil économique et social, une instance tripartite; toutefois, le niveau reste inférieur au coût de la vie dans le pays.

### Ivana, 51 ans, agent d'entretien, Croatie



“ Je suis payée le salaire minimum, soit 405 EUR, que je dépense presque entièrement – 135 EUR – pour régler des factures. Le reste, je le consacre à l'alimentation, à mon hygiène personnelle et à celle de la famille et aux produits ménagers. Il y a toujours des frais imprévus. Le mois dernier, ma fille de 14 ans avait besoin de nouvelles chaussures et ce mois-ci, elle a besoin d'une nouvelle veste. On ne peut pas éviter ce genre de dépenses, mais je ne peux pas me permettre de faire plus d'un achat par mois. ”

## République de Moldova



<b>Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne</b>	4 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
<b>Salaire minimum (avant impôt, en EUR)</b>	Différent selon le secteur : de 52 EUR par mois dans le secteur public à 145 EUR par mois dans le secteur privé.
<b>Salaire minimum (après impôt, en EUR)</b>	52 EUR par mois dans le secteur public 126 EUR par mois dans le secteur privé
<b>Seuil de pauvreté (en EUR)</b>	Données non disponibles
<b>Projection de l'évolution démographique</b>	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de la République de Moldova aura diminué de 17 % par rapport à 2020 et de 30 % par rapport à 1990
<b>Indice CSI des droits dans le monde</b>	2 – Violations réitérées des droits
<b>Taux d'emploi</b>	42 %
<b>Part de l'emploi dans le secteur public</b>	27 %
<b>Principaux secteurs d'emploi</b>	Secteur public, agriculture, services, transformation alimentaire, machines, production d'appareils électroménagers, habillement
<b>Principaux employeurs (internationaux / nationaux)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Moldovagaz (compagnie de gaz)</li> <li>• Gas Natural Fenosa (Premier Energy) (fournisseur d'énergie)</li> <li>• Energocom (fournisseur d'électricité)</li> <li>• Rompetrol (fournisseur de pétrole et de gaz)</li> <li>• Moldtelecom (télécommunications)</li> </ul>
<b>Relations avec l'Union européenne</b>	En 2014, la République de Moldova a signé un accord d'association et un accord de libre-échange approfondi et complet avec l'UE
<b>Pourcentage des échanges avec l'Union européenne</b>	Environ 70 % des exportations du pays sont destinées à l'UE
<b>Ratification de la convention n° 131 de l'OIT</b>	Oui (2000)
<b>État des négociations nationales relatives aux salaires</b>	Pour le secteur privé, le salaire minimum est adapté annuellement à la suite d'une consultation des partenaires sociaux, mais ces adaptations annuelles sont très limitées et le niveau reste bien en deçà du coût de la vie. Pour le secteur privé, le salaire minimum a augmenté de 6 % en 2019 par rapport à 2018.



Supermarché en Croatie

<b>Monténégro</b> 	
<b>Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne</b>	5,1 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
<b>Salaire minimum (avant impôt, en EUR)</b>	363 EUR par mois
<b>Salaire minimum (après impôt, en EUR)</b>	222 EUR par mois
<b>Seuil de pauvreté (en EUR)</b>	325 EUR par mois pour une personne 683 EUR pour un ménage de quatre personnes
<b>Projection de l'évolution démographique</b>	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population du Monténégro aura diminué de 6 % par rapport à 2020 et de 4 % par rapport à 1990
<b>Indice CSI des droits dans le monde</b>	2 – Violations réitérées des droits
<b>Taux d'emploi</b>	59,8 %
<b>Part de l'emploi dans le secteur public</b>	27,5 %
<b>Principaux secteurs d'emploi</b>	Services (dont le tourisme), sidérurgie, aluminium, transformation agricole, biens de consommation
<b>Principaux employeurs (internationaux / nationaux)*<sup>3</sup></b>  <b>*D'autres entreprises figurent dans les notes de fin.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• China Road &amp; Bridge Corporation – CRBC</li> <li>• Groupe Deutsche Telekom</li> <li>• Coca-Cola HBC</li> <li>• Elektroprivreda Crne Gore AD Nikšić</li> <li>• Crnogorski elektrodistributivni sistema</li> </ul>
<b>Relations avec l'Union européenne</b>	Le Monténégro a signé un accord d'association et de stabilisation avec l'UE en 2007 et a présenté une demande d'adhésion en 2008. Le pays a été reconnu comme candidat à l'adhésion à l'UE en 2010 et le processus d'accession est en cours depuis 2012.
<b>Pourcentage des échanges avec l'Union européenne</b>	Environ 35 % de la totalité des exportations sont destinées à l'UE
<b>Ratification de la convention n° 131 de l'OIT</b>	Oui (2006)
<b>État des négociations nationales relatives aux salaires</b>	Les salaires minimums sont établis dans une convention collective générale. Après une année de discussions tripartites, le salaire minimum a été augmenté d'environ 15 % en juillet 2019. Cette hausse était fortement attendue, car cela faisait six ans qu'il n'avait plus été adapté et sa valeur avait fortement baissé au fil du temps à cause de l'inflation et de l'augmentation du coût de la vie.


### Ludija, 63 ans, communications internes, Monténégro




“ Les aliments se vendent aux prix européens, ce qui veut dire que tout est cher. Il faut compter environ 150 EUR par semaine pour se nourrir. Le prix de l'essence, des vêtements, de l'électricité et les impôts sont aussi élevés. ”

<b>Macédoine du Nord</b> 	
<b>Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne</b>	2,7 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
<b>Salaire minimum (avant impôt, en EUR)</b>	369 EUR par mois
<b>Salaire minimum (après impôt, en EUR)</b>	238 EUR par mois
<b>Seuil de pauvreté (en EUR)</b>	265 EUR par mois pour une personne 556 EUR par mois pour un ménage de quatre personnes
<b>Projection de l'évolution démographique</b>	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de la Macédoine du Nord aura diminué de 11 % par rapport à 2020 et de 7 % par rapport à 1990
<b>Indice CSI des droits dans le monde</b>	4 - Violations systématiques des droits
<b>Taux d'emploi</b>	47,4 %
<b>Part de l'emploi dans le secteur public</b>	22,8 %
<b>Principaux secteurs d'emploi</b>	Services, secteur public, transformation alimentaire, boissons, textile, substances chimiques, fer, acier, ciment, énergie, produits pharmaceutiques, pièces automobiles, commerce de détail et de gros, agriculture.
<b>Principaux employeurs (internationaux / nationaux)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Johnson Matthey Doel (fabrication de pièces automobiles)</li> <li>• Okta (produits pétroliers raffinés)</li> <li>• EVN (distribution d'électricité)</li> <li>• Makpetrol (commerce de carburants et de lubrifiants automobiles)</li> <li>• AD Elektrani Na Makedonija (production d'électricité)</li> </ul>
<b>Relations avec l'Union européenne</b>	La Macédoine du Nord a signé un accord d'association et de stabilisation avec l'UE en 2001. Le pays a présenté une demande d'adhésion à l'UE en 2004 et est reconnu en tant que candidat à l'adhésion à l'UE depuis 2005.
<b>Pourcentage des échanges avec l'Union européenne</b>	L'UE est le principal partenaire commercial de la Macédoine du Nord, représentant 60 % des exportations du pays et 48 % de ses importations.
<b>Ratification de la convention n° 131 de l'OIT</b>	Oui (1991)
<b>État des négociations nationales relatives aux salaires</b>	Dans le cadre du Conseil économique et social, le gouvernement et les partenaires sociaux ont récemment négocié une hausse de 16 % du salaire minimum pour le porter aux alentours de 238 EUR (après impôt). Toutefois, cette augmentation est inférieure aux revendications syndicales d'une hausse d'au moins 60 % du salaire moyen (environ 244 EUR).




<div>Roumanie</div> 	
Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne	4,4 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
Salaire minimum (avant impôt, en EUR)	469 EUR par mois
Salaire minimum (après impôt, en EUR)	283 EUR par mois
Seuil de pauvreté (en EUR)	158 EUR par mois pour une personne 332 EUR par mois pour un ménage
Projection de l'évolution démographique	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de la Roumanie aura diminué de 15 % par rapport à 2020 et de 44 % par rapport à 1990.
Indice CSI des droits dans le monde	4 - Violations systématiques des droits
Taux d'emploi	69,9 %
Part de l'emploi dans le secteur public	14,86 %
Principaux secteurs d'emploi	Agriculture, services, secteur public, machines et équipements électriques, assemblage automobile, textile et chaussures, machinerie, métallurgie, substances chimiques, transformation alimentaire, raffinage pétrolier, mines, bois et matériaux de construction.
Principaux employeurs (internationaux / nationaux)* <sup>4</sup>  *D'autres entreprises figurent dans les notes de fin.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dacia (automobile)</li> <li>• OMV Petrom (pétrole)</li> <li>• Profi Food (supermarché)</li> <li>• Rompetrol (pétrole)</li> <li>• Carrefour Romania (chaîne de supermarchés)</li> <li>• British American Tobacco (tabac)</li> </ul>
Relations avec l'Union européenne	La Roumanie est un pays membre de l'UE et fait donc partie du marché unique européen
Pourcentage des échanges avec l'Union européenne	Les échanges intracommunautaires représentent 77 % des exportations de la Roumanie
Ratification de la convention n° 131 de l'OIT	Oui (1975)
État des négociations nationales relatives aux salaires	Les salaires minimums sont fixés dans le cadre de consultations avec les syndicats et les partenaires sociaux. En janvier 2020, le salaire minimum a été augmenté d'environ 7 %, mais cette augmentation n'a pas tenu compte des revendications syndicales par rapport au coût de la vie. En 2018, pratiquement toutes les cotisations liées à la santé et à la sécurité sociale ont été transférées des travailleurs aux employeurs ; ces cotisations représentent désormais environ 35 % des salaires et réduisent considérablement les salaires finaux des travailleurs. Ces changements, que les syndicats remettent en question, vont à l'encontre de la convention n° 102 de l'OIT relative à la sécurité sociale, de la Charte sociale européenne et du Code européen de sécurité sociale.

<div>Serbie</div> 	
Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne	4,4 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
Salaire minimum (avant impôt, en EUR)	343 EUR par mois
Salaire minimum (après impôt, en EUR)	255 EUR par mois
Seuil de pauvreté (en EUR)	141 EUR par mois pour une personne 297 EUR par mois pour un ménage de quatre personnes
Projection de l'évolution démographique	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de la Serbie aura diminué de 19 % par rapport à 2020 et de 34 % par rapport à 1990
Indice CSI des droits dans le monde	4 - Violations systématiques des droits
Taux d'emploi	58,8 %
Part de l'emploi dans le secteur public	31 %
Principaux secteurs d'emploi	Services, secteur public, automobile, métaux, mobilier, transformation alimentaire, machines, substances chimiques, sucre, pneus, habillement, produits pharmaceutiques
Principaux employeurs (internationaux / nationaux) <sup>5</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>NIS (société énergétique)</li> <li>Fiat Chrysler Automobiles – FCA (société automobile)</li> <li>Mercator doo (groupe de vente en gros et au détail)</li> <li>Telekom Srbija (société de télécommunications)</li> <li>Delhaize, Belgrade (supermarché)</li> </ul>
Relations avec l'Union européenne	Le pays a présenté une demande d'adhésion à l'UE en 2009 et est reconnu en tant que candidat à l'adhésion à l'UE depuis 2012. En septembre 2013, l'accord d'association et de stabilisation entre l'UE et la Serbie est entré en vigueur.
Pourcentage des échanges avec l'Union européenne	Environ 68 % de la totalité des exportations de la Serbie sont destinées à l'UE.
Ratification de la convention n° 131 de l'OIT	Oui (2000)
État des négociations nationales relatives aux salaires	Les partenaires sociaux et le gouvernement, dans le cadre du Conseil économique et social, négocient annuellement le salaire minimum et le gouvernement a décidé de l'augmenter de 11 % en 2020. Cette hausse est bien en deçà des revendications syndicales réclamant une augmentation de 25 % et s'approche davantage de la demande des employeurs d'une hausse de 10 %.

## Tanja, 39 ans, agent d'entretien dans une école, Serbie



“ Des emplois comme les miens sont parmi les moins bien payés. Je gagne environ 230 EUR par mois. Nous sommes une famille de quatre et nous avons besoin d'au moins 100 EUR par mois pour manger et payer les factures. Il y a bien des choses que nous ne pouvons pas nous offrir et ça devient compliqué de se payer certains biens de première nécessité. Par exemple, le chauffage est un investissement de plus en plus important tous les ans. Tous les jours, je dois faire des compromis entre la nourriture que je dois acheter et les vêtements que je devrais acheter. ”

<div>Ukraine</div> 	
Croissance du PIB par rapport à la moyenne de l'Union européenne	4,2 % par rapport à la moyenne de l'UE de 2 %
Salaire minimum (avant impôt, en EUR)	181 EUR par mois
Salaire minimum (après impôt, en EUR)	146 EUR par mois
Seuil de pauvreté (en EUR)	184 EUR par mois pour une personne
Projection de l'évolution démographique	Sur la base des projections actuelles, d'ici 2050, la population de l'Ukraine aura diminué de 19 % par rapport à 2020 et de 46 % par rapport à 1990
Indice CSI des droits dans le monde	5 – Les droits ne sont pas garantis
Taux d'emploi	67,2 %
Part de l'emploi dans le secteur public	26,5 %
Principaux secteurs d'emploi	Services, secteur public, charbon, énergie électrique, métaux, machines et équipement de transport, substances chimiques, transformation alimentaire
Principaux employeurs (internationaux / nationaux)* <sup>6</sup>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ArcelorMittal Kryvyi Rih (métallurgie)</li> <li>• McDonalds Ukraine (alimentation)</li> <li>• Auchan Ukraine (commerce de détail)</li> <li>• Ukrzaliznytsia (chemins de fer ukrainiens)</li> <li>• Ukrposhta (services postaux ukrainiens)</li> </ul>
*D'autres entreprises figurent dans les notes de fin.	
Relations avec l'Union européenne	Un accord d'association qui met en place une zone de libre-échange approfondi et complet entre l'UE et l'Ukraine a été signé en 2014
Pourcentage des échanges avec l'Union européenne	Environ 42 % de la totalité des exportations sont destinées à l'UE
Ratification de la convention n° 131 de l'OIT	Oui (2006)
État des négociations nationales relatives aux salaires	Le gouvernement a augmenté le salaire minimum d'environ 200 % ces quatre dernières années à la suite de négociations tripartites (de 1600 en 2016 à 4723 en 2020). Cette hausse a permis un doublement du salaire moyen ces trois dernières années. Toutefois, le niveau reste très bas et ne permet pas de satisfaire aux besoins des travailleurs et de leurs familles. Près de 25 % des travailleurs et travailleuses perçoivent des salaires inférieurs au minimum vital pour une personne, et a fortiori pour une famille.

### Kazmirchuk, 44 ans, conductrice de train, Ukraine



“ Mon salaire est de 170 EUR pour un minimum de 167 heures. Les heures supplémentaires sont rarement payées, elles sont simplement reportées à un mois ultérieur. La majeure partie de mon salaire est consacrée à l'alimentation et aux factures. Toutes les semaines, vous devez payer des dépenses imprévues pour des réparations ou des événements scolaires obligatoires, aux alentours de 7 EUR. Il faut aussi compter 88 centimes pour les trajets en bus dans les deux sens et je dois aussi payer deux uniformes complets pour l'été et pour l'hiver et une chemise coûte déjà 25 EUR! ”

## Témoignage d'un travailleur

### Dimitar, 30 ans, garde de sécurité, Bulgarie

Je suis né l'année des changements et de la chute du mur de Berlin. Je n'ai ni femme ni enfants et je vis avec ma mère dont je m'occupe. Elle souffre d'épilepsie et a perdu son emploi il y a quelques années.

Après une période difficile sans emploi permanent, à la fin de l'été, j'ai commencé à travailler comme garde de sécurité au Palais national de la culture, celui-là même qui a accueilli la présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne l'année dernière.

Je suis payé le salaire minimum, soit environ 280 EUR. Enfin, ça c'est dans la théorie, parce que dans la pratique, je reçois moins : environ 250 EUR, parce qu'en Bulgarie, il n'existe pas de revenu minimum exonéré d'impôt. J'ai entendu dire que nous étions le seul pays de toute l'Union européenne à avoir de telles pratiques fiscales.

Le Palais national de la culture appartient à l'État, mais sa sécurité n'est pas assurée par une société de l'État ou municipale, mais par une entreprise de sécurité privée. Je travaille la nuit deux jours d'affilée et ensuite, j'ai deux jours de repos. Je commence à travailler à 20 heures pendant 12 heures jusqu'à 8 heures du matin.

Je dois payer moi-même mes trajets. Même si je travaille de nuit, il n'y a aucune différence entre mon salaire et celui de mon collègue qui travaille de jour. La seule chose qui me plaît dans mon emploi, c'est d'en avoir un. Avant de l'obtenir, j'ai dû travailler un ou deux jours sans contrat et sans aucune sécurité de l'emploi.

Souvent, on peut faire des quarts en plus qui sont payés comme des heures supplémentaires. J'ai dit qu'on «pouvait»? Théoriquement, vous pouvez refuser, mais, même si personne ne le dit vraiment, vous n'osez pas le faire par crainte de la réaction de votre employeur et d'un licenciement dès que l'occasion se présente. J'ai accepté une fois. On m'avait dit que je serais payé 3 EUR de l'heure, mais je n'ai finalement reçu que 1,75 EUR, soit 30 leva bulgares de moins pour le quart que la somme qui m'avait été promise. C'est ce que je dépense en nourriture pour ma mère et moi en trois jours.

Mais que pouvais-je y faire? Je n'avais pas le choix.

La plupart de mes dépenses sont destinées à notre alimentation. On ne peut pas se permettre d'acheter des aliments de qualité. Nous choisissons ce qui est le moins cher, nous remplaçons le beurre par de la margarine, des steaks par des saucisses, le fromage par des produits d'imitation, etc., comme de nombreuses familles bulgares. Je n'imagine même pas m'offrir quelque chose qui pourrait passer pour du luxe. Quant à des vacances, en Bulgarie ou ailleurs, c'est tout simplement absurde d'y songer pour le moment, tout comme fonder ma propre famille et avoir des enfants. Une fois par mois, peut-être, je peux me permettre d'aller au cinéma. J'arrive malgré tout à couvrir mes besoins élémentaires et mes factures domestiques,

mais si quelque chose d'extraordinaire arrive, ce qui se produit toujours ici, les choses se compliquent.

Pour le moment, nous nourrir, ma mère et moi, revient en moyenne à 5 EUR par jour. Nous ne faisons pas les courses tous les jours et donc on arrive à un total de 150 EUR par mois. Les 100 EUR qui restent servent à payer les factures, le transport, les médicaments et les autres petites dépenses. C'est probablement la facture d'électricité (25-30 EUR) qui représente le poste le plus important.

Je vivrais plus tranquillement si mon salaire était de 500 EUR. Il me permettrait de ne plus m'inquiéter à la fin du mois. Maintenant, si quelque chose tourne mal ou si mon salaire est payé avec retard, le frigo reste vide. Un tel salaire mensuel ne changerait pas radicalement ma vie, mais m'apporterait une plus grande tranquillité d'esprit. Nous pourrions acheter davantage d'aliments de qualité, nous offrir ce que nous avons vraiment envie de manger et pas uniquement ce qui nous permet de tenir la journée.



À Sofia, l'un des secteurs les plus florissants pour le moment est celui des centres d'appel. Si vous maîtrisez une autre langue que l'anglais, qui est la plus connue, vous pouvez gagner dignement votre vie, quatre à cinq fois plus que mon salaire actuel. Je ne sais pas combien de temps cela va durer ni quand ces entreprises trouveront un pays avec de la main-d'œuvre meilleure marché, mais pour le moment, c'est le secteur le plus attirant pour les jeunes. La situation est très étrange et absurde. Un de mes amis est diplômé en chimie nucléaire et travaille à l'Académie des Sciences bulgare où il gagne environ 300 EUR

alors que d'autres, qui travaillent dans des centres d'appel, gagnent bien plus sans avoir de diplôme universitaire. Certains vont même jusqu'à interrompre leurs études parce qu'ils gagnent plus aujourd'hui qu'ils ne gagneraient à la fin de leurs études universitaires dans quelques années. Mais combien de temps encore cela va-t-il durer?

J'ai aussi des amis qui ont quitté la Bulgarie. Ils font leurs valises et prennent le chemin de l'aéroport, par nécessité. Le gouvernement peut alors dire que le «taux de chômage est faible»... Évidemment, les gens partent. Mais, moi, je ne veux pas partir, je veux vivre ici.

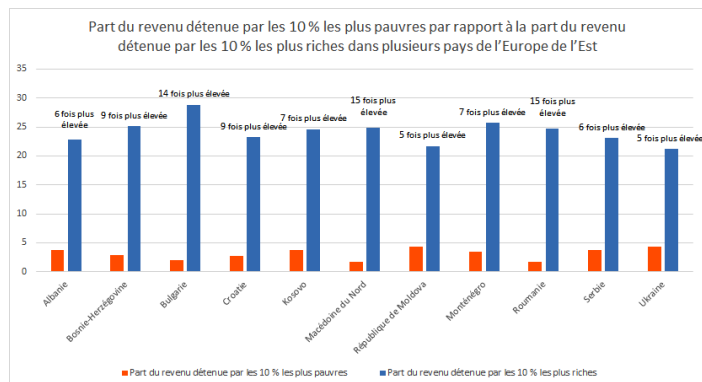
Qui est responsable? Pour moi, c'est la forme brute de capitalisme que nous avons mise en place depuis les changements qui se sont produits l'année de ma naissance. Les travailleurs sont trop faibles et en même temps, ils sont la majorité. Beaucoup d'entre eux sont comme moi : ils travaillent, mais restent pauvres et vivent dans le dénuement. Ça les rend faibles et dépendants. Les personnes au sommet, celles qui ont de l'argent, en veulent trop. Leur avidité est grande et ce sont les travailleurs qui paient toujours pour cela, en étant exploités et sous-payés.

Tout le monde doit gagner suffisamment pour pouvoir vivre en paix, sans devoir penser aux factures, calculer les prix, scruter les étiquettes dans les magasins. Je veux juste ne pas avoir à m'inquiéter à la fin du mois d'être à sec et de devoir trouver des petits boulots en plus pour boucler le mois ou trouver à qui je pourrais emprunter de l'argent.

# La croissance économique en Europe de l'Est : un modèle d'inégalité

L'Europe de l'Est connaît une croissance économique relativement soutenue depuis une dizaine d'années. Le produit intérieur brut (PIB) de la région a en effet presque quadruplé depuis l'an 2000, de 570 milliards à près de 2000 milliards d'USD<sup>7</sup>. Les économies roumaine et bulgare croissent plus rapidement que la moyenne européenne : les derniers taux de croissance annuels du PIB sont respectivement de 4,4 % et de 3,1 % alors que le taux de croissance moyen de l'Union européenne est de 2 %. Dans les Balkans occidentaux, le taux de croissance moyen pour la période 2018-2020 devrait être de 3,5 %<sup>8</sup>.

Il est toutefois évident que la croissance économique n'est pas équitablement partagée entre les habitants de la région ni adéquatement traduite en possibilités de travail décent ou en amélioration des conditions de vie. Le Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'Europe et l'Asie centrale a souligné qu'une croissance économique qui n'inclut pas tout le monde signifie que de grands pans de la population continuent de subir une insécurité du revenu et de l'emploi<sup>9</sup>. En revanche, la croissance a grandement bénéficié aux personnes déjà nanties. Ces vingt dernières années, l'inégalité de revenus a considérablement augmenté dans la plupart des pays de la région<sup>10</sup>. Dans certains pays de l'Europe de l'Est, comme la Bulgarie, la Macédoine du Nord et la Roumanie, la part du revenu national détenue par les 10 % les plus riches est dix fois supérieure à celle détenue par les 10 % les plus pauvres de la population.



Source : Analyse de la CSI sur la base des indicateurs du développement de la Banque mondiale

Note : Dernières données disponibles : Albanie (2012), Bosnie-Herzégovine (2011), Bulgarie, Monténégro (2014), Croatie, Macédoine du Nord, Roumanie, Serbie (2015), Ukraine (2016), Kosovo, République de Moldova (2017).

Selon le PNUD, les bas salaires et le manque de possibilités de travail décent ont fortement contribué aux inégalités de revenus dans la région. De plus, les forts taux de chômage, d'inactivité économique et de pauvreté restent des enjeux majeurs.

Ces tendances sont non seulement un affront pour la justice sociale, mais elles constituent également un risque pour la stabilité sociale et politique et pour le développement économique durable. Les faibles salaires et les forts taux de pauvreté ont participé à réduire la demande globale, freinant d'autant la croissance<sup>11</sup>. Les hauts niveaux d'inégalité de revenus s'accompagnent également de risques importants, dont la faible mobilité sociale, la sous-utilisation du capital humain, une cohésion sociale moindre et une érosion de la confiance envers les institutions<sup>12</sup>.

En outre, les conditions de travail en Europe de l'Est sont bien inférieures à celles en Europe centrale et occidentale. De telles divergences se notent y compris au sein de l'Union européenne, malgré un marché unique européen qui permet une libre circulation des biens et des capitaux au sein de l'Union, ainsi qu'une liberté de mouvement entre les pays membres de l'UE. En Croatie, par exemple, le niveau des salaires ne se situe qu'à 36 % des salaires moyens des « anciens » États membres de l'UE (UE des 15), alors qu'en Bulgarie, il n'est qu'à 17 %. Ces écarts sont disproportionnés par rapport aux différences de productivité et de coût de la vie entre les pays et menacent l'objectif de l'UE de convergence sociale ascendante. D'importantes différences de salaires et de conditions de travail persistent également par rapport aux pays d'Europe de l'Est qui ne sont pas encore membres de l'UE malgré des niveaux d'échanges commerciaux sans précédent avec l'UE et la libéralisation des visas pour les pays des Balkans occidentaux. En Serbie, Macédoine du Nord et Bosnie-Herzégovine, le niveau des salaires moyens se situe à environ un quart des salaires moyens de l'UE des 15, alors qu'en Albanie, il n'est qu'à 12 %<sup>13</sup>.

Il n'est donc pas surprenant que les piètres conditions de travail et de vie dans la région poussent de nombreuses personnes à émigrer à la recherche de meilleures perspectives. Ces tendances ont d'importantes conséquences qui se traduisent par des pénuries de main-d'œuvre et pèsent sur la viabilité des finances publiques. Plus d'un tiers des citoyens des pays de la région des Balkans occidentaux vivent actuellement à l'étranger<sup>14</sup>. Selon les projections du FMI, compte tenu des tendances actuelles, de telles migrations devraient se poursuivre et l'offre de



main-d'œuvre devrait considérablement diminuer<sup>15</sup>. Par exemple, la Bulgarie devrait perdre plus d'un cinquième de sa population d'ici 2050<sup>16</sup>. Sachant que la population qui émigre inclut de nombreux travailleurs hautement qualifiés et de jeunes diplômés, la perte des compétences pose également de gros soucis<sup>17</sup>. Par exemple, la République de Moldova est confrontée à des pénuries de compétences de grande ampleur dans des secteurs essentiels comme la santé. Rien que de 2011 à 2016, le pays a perdu 7 % de

son personnel médical moyennement qualifié et 6 % de son personnel infirmier, et aujourd'hui plus d'un quart du personnel médical a dépassé l'âge de la retraite<sup>18</sup>. Un récent sondage du Conseil européen des relations étrangères (ECFR) montre que la population des pays d'Europe de l'Est est davantage préoccupée par les conséquences de l'émigration massive que par celle de l'immigration<sup>19</sup>.

## Résumé

- La croissance économique ne s'est pas traduite par des possibilités de travail décent.
- L'inégalité de revenus est élevée et ne cesse de croître.
- Les piètres conditions de travail et de vie poussent la population à émigrer massivement.
- L'absence de possibilités de travail décent et les hauts niveaux de pauvreté ont des conséquences sociales, politiques et économiques désastreuses.

### Draženka, 48 ans, travailleuse dans le secteur textile, Croatie



“ De plus en plus de jeunes quittent la région et c'est notamment le cas de mon fils. Après ses études, il est revenu de Zagreb pour vivre ici et a commencé à travailler pour une entreprise locale. Ils ont continué à lui verser le salaire minimum et n'ont même jamais voulu payer ses frais de déplacement. Un jour, il en a eu assez, il a donné sa lettre de démission et a décidé de chercher un emploi en Allemagne. Sa petite-amie l'a rejoint sur place; ils ont tous les deux trouvé un emploi et ils sont plutôt satisfaits de leur vie là-bas. J'étais malheureuse lorsqu'il est parti parce que c'est mon seul enfant, mais après, je me suis dit «pourquoi pas, c'est peut-être mieux pour lui». Je ne pense pas qu'il reviendra un jour, sauf peut-être pour passer quelques jours de vacances. ”

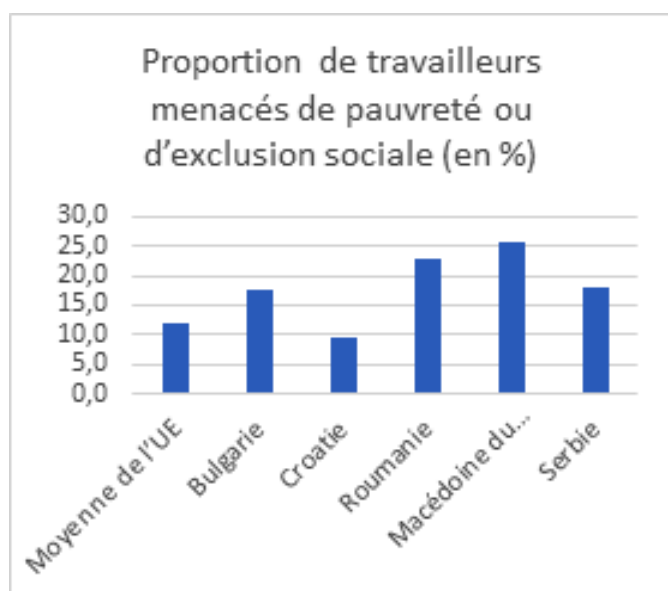
### Iliya, 26 ans, médecin, Ukraine



“ Les jeunes ont plutôt tendance à quitter le pays pour poursuivre leur carrière médicale ailleurs ou s'ils décident de rester, ils changent de profession. La moitié des personnes qui étaient avec moi à l'université ont changé de métier. C'est une vraie perte pour l'avenir de la médecine ici. Il y a quelque temps, plusieurs de mes amis proches ont déménagé pour travailler en Allemagne dans le milieu médical, d'autres ont changé de profession pour devenir des entrepreneurs privés ou entamer des carrières paramédicales, dans la diététique, travailler dans des organisations internationales, pour des sociétés pharmaceutiques, etc. C'est mieux pour eux, mais est-ce mieux pour la population? Qu'advient-il si les vrais professionnels et les bons médecins s'en vont? ”

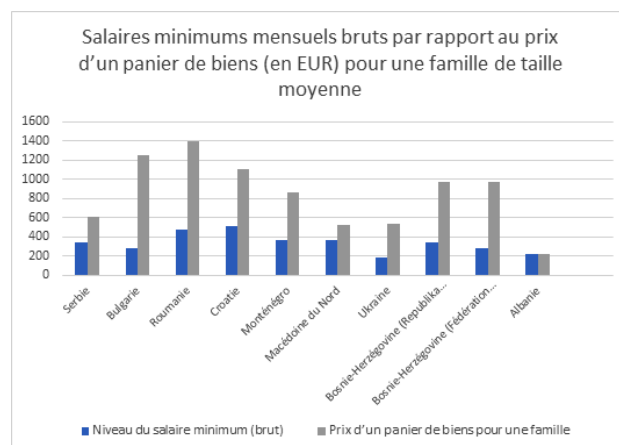
# Les salaires doivent être augmentés en Europe de l'Est

Pour de nombreux travailleurs, avoir un emploi n'est malheureusement pas un moyen d'échapper à la pauvreté ni une garantie de disposer de moyens de subsistance décents. La pauvreté au travail reste un problème majeur dans la région : un travailleur sur six vit sous le seuil de pauvreté en Bulgarie et en Serbie et cette proportion est d'environ un sur quatre en Roumanie et en Macédoine du Nord.



Source : Eurostat. Dernières données disponibles : Bulgarie et Roumanie (2018); UE des 28, Croatie, Macédoine du Nord et Serbie (2017).

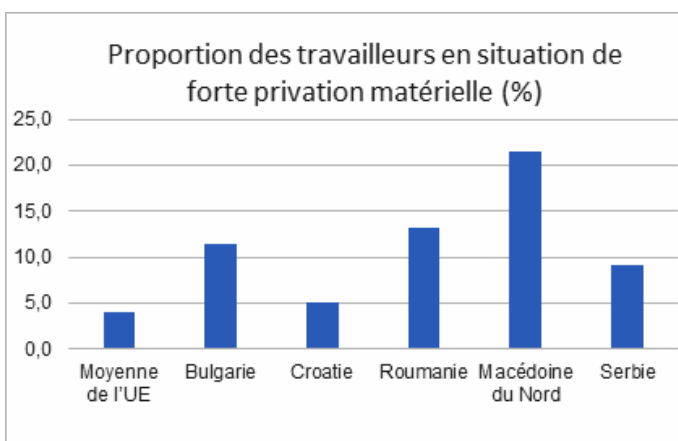
Si tous les pays de la région ont établi des salaires minimums légaux, ils sont en général extrêmement bas et ne permettent pas aux travailleurs et à leurs familles de mener une vie décente. Dans presque tous les cas, les niveaux du salaire minimum légal ont tendance à être inférieurs aux seuils de pauvreté nationaux pour un ménage et forcément au coût moyen d'un panier de biens essentiels pour une famille. En Bulgarie, par exemple, le salaire minimum avant impôt représente moins d'un quart du coût d'un panier de biens essentiels pour une famille de taille moyenne et sa valeur baisse à 17 % après déduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale. En Serbie, le salaire minimum, déduction faite des impôts et des cotisations sociales, ne représente que 46 % d'un panier de biens moyen.



Source : Calculs de la CSI sur la base des informations fournies par les centrales syndicales nationales (2019).

Note : Les estimations des prix des paniers de biens essentiels sont calculées pour une famille de taille moyenne. En Albanie, elle se compose de 3,2 personnes; en Serbie, de 3 personnes; en Croatie, de 2,7 personnes; et dans tous les autres pays, les familles de taille moyenne se composent de 4 personnes. En Ukraine, le coût d'un panier de biens essentiels a été adapté pour un ménage de quatre personnes sur la base du prix pour une personne en utilisant l'échelle d'équivalence de l'OCDE.

Le problème du faible niveau du salaire minimum légal dans certains pays est encore aggravé par l'irrégularité de sa révision pour tenir compte de l'évolution de l'inflation et du coût des biens essentiels, entraînant une dépréciation de sa valeur au fil du temps. Si certains pays prévoient des consultations salariales annuelles et la révision du salaire minimum tous les ans, comme la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Serbie et l'Ukraine, les législations de l'Albanie, de la Croatie et de la Roumanie ne prévoient pas que le salaire minimum soit ajusté à intervalles réguliers. Au Monténégro, si le Conseil social est censé revoir le salaire minimum tous les six mois, il n'y a eu aucun ajustement du salaire minimum de 2013 à 2019, entraînant une forte perte de sa valeur, d'environ 8 % au cours de la même période<sup>20</sup>.



Source : Base de données Eurostat. Données de 2018. Données pour la population de plus de 18 ans.

En plus de salaires minimums légaux bas, les attaques dont les droits syndicaux ont été la cible dans bien des pays de la région ont réduit les possibilités des travailleurs de s'organiser et de négocier collectivement pour obtenir des salaires équitables et supérieurs au niveau du salaire minimum. En effet, l'Indice CSI des droits dans le monde 2019 montre que les droits syndicaux ont systématiquement ou régulièrement été violés en Roumanie, Bulgarie, Albanie, Macédoine du Nord et Serbie (pays classés dans les catégories 3 et 4 de l'Indice CSI) et les droits syndicaux ne sont pas garantis en Ukraine (pays classé dans la catégorie 5 de l'Indice CSI)<sup>21</sup>.

La faiblesse des salaires dans l'économie formelle est aussi liée à l'informalité qui règne dans plusieurs pays de la région où de nombreux travailleurs reçoivent des compléments en espèces de la part de leur employeur supérieurs au niveau du salaire minimum alors que d'autres cherchent à compléter les bas salaires qu'ils perçoivent dans l'économie formelle par des activités informelles<sup>22</sup>. De telles pratiques ont des effets négatifs sur les finances publiques et sur l'adéquation des prestations de protection sociale dont les travailleurs bénéficieront plus tard.

De nombreux travailleurs de la région subissent aussi un vol salarial sous la forme de retards de paiement du salaire ou de non-respect du salaire minimum, ce qui arrive fréquemment dans certains pays. En Ukraine, par exemple, le Service de statistiques de l'État a calculé que les salaires non payés équivalaient à 3 milliards d'hryvnias en mars 2018 (soit 115 millions d'EUR) et que la moitié des salaires étaient retenus par des entreprises économiquement actives. Le problème du retard de paiement et du sous-paiement des salaires est accentué par les faibles moyens dont dispose l'inspection du travail et/ou ses moyens limités en matière d'application et de respect des dispositions<sup>23</sup>. Les fortes limitations imposées à la fréquence des inspections du travail et les restrictions des pouvoirs des inspecteurs n'ont fait qu'aggraver la situation.<sup>24</sup>

Les salaires extrêmement faibles freinent la consommation des ménages, diminuant ainsi la demande globale, surtout lorsque les salaires stagnent simultanément dans plusieurs économies<sup>25</sup>. Cette situation compromet la création d'emplois, freine la productivité et limite les possibilités d'une plus forte croissance économique. Les faibles salaires peuvent pousser les ménages à s'endetter excessivement, menaçant alors la stabilité macroéconomique, comme le montre la récente crise économique et financière<sup>26</sup>.

## Résumé

- En Europe de l'Est, les salaires minimums légaux sont des salaires de misère.
- Le coût de la vie est supérieur aux salaires minimums légaux.
- La négociation collective relative aux salaires est la cible d'attaques.
- Le manque de respect de la législation du travail prive les travailleurs de leurs droits.
- Les faibles salaires encouragent l'informalité, suppriment la demande globale et ont des conséquences économiques négatives.

## Violeta, 43 ans, travailleuse dans le secteur textile, Albanie



“ Pour la signature du contrat de travail, nos superviseurs sont venus pendant que nous travaillions et nous ont demandé de le signer, sans nous donner le temps de le lire correctement. Lorsque je suis malade et que je ne peux pas aller travailler, ils retiennent 2,45 EUR sur mon salaire, et pendant les deux semaines de vacances que je prends tous les ans, je ne reçois que 40 % de mon salaire et non la totalité comme ce devrait être le cas. ”

## Dajana, 26 ans, journaliste, Serbie



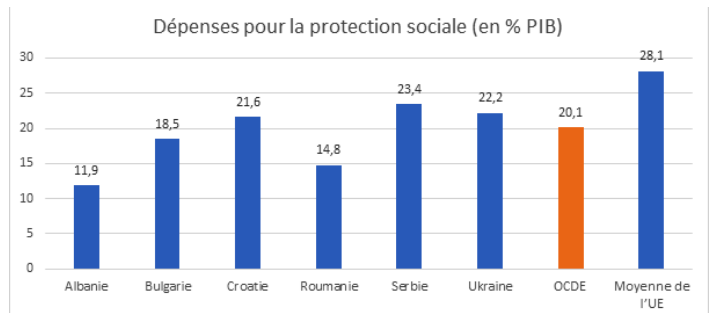
“ Mes fonctions sont variées : je suis présentatrice et journaliste télévisée, j'écris des articles d'actualité, j'enregistre des bulletins d'information et bien d'autres choses encore. Lors d'une journée de travail normale, je rentre vers 18 heures, voire plus tard et je gagne environ 290 EUR par mois.

Je vis dans un appartement que je loue, je dois payer mon loyer, les charges du ménage, acheter de quoi me nourrir et rembourser tous les mois un prêt pour ma voiture. En tout, ça fait environ 314 EUR. Donc, en réalité, je vis de petits boulots que je fais en plus. Mon loyer représente le poste mensuel le plus important et je consacre environ 25 EUR par semaine à mon alimentation. ”

# Remédier à l'inadéquation de la protection sociale

Outre l'insuffisance des salaires, la région se caractérise aussi par l'inadéquation de ses systèmes de protection sociale et nombre de travailleurs ne sont pas couverts. Même si des socles de protection sociale existent dans la plupart des pays, des lacunes en matière de couverture persistent. En Bosnie-Herzégovine et en Serbie, moins de la moitié des personnes âgées reçoivent une forme de pension. Les aides dont bénéficient les personnes au chômage sont extrêmement limitées : moins d'une personne au chômage sur huit bénéficie de prestations de chômage en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Macédoine du Nord et République de Moldova. Outre une couverture très limitée, le BIT souligne que l'insuffisance des niveaux des prestations a compromis l'efficacité des systèmes de protection sociale et leurs capacités à prévenir et réduire la pauvreté<sup>27</sup>.

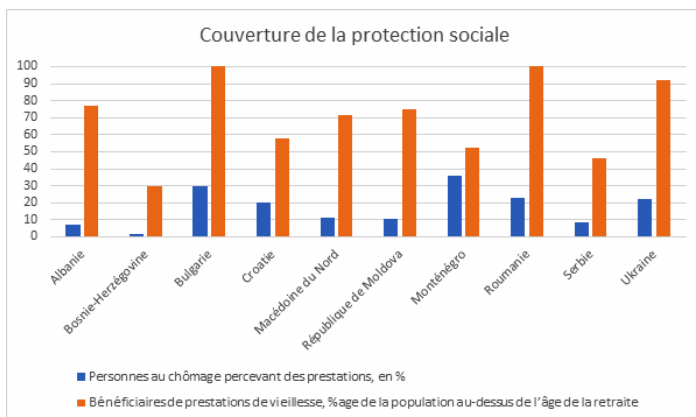
d'en rendre l'accès plus difficile. Au Monténégro, l'âge de la retraite a été augmenté et le taux de remplacement moyen, anciennement fixé à 85 % des revenus moyens, est passé à moins de 60 % des revenus moyens<sup>28</sup>. En Croatie, l'âge de la retraite a également été fortement relevé tout comme les sanctions financières en cas de retraite anticipée, alors que l'espérance de vie du pays reste l'une des plus basses de l'Union européenne<sup>29</sup>. En Roumanie, une récente réforme a diminué les cotisations de sécurité sociale des employeurs ; elles sont désormais en grande partie prises en charge par les travailleurs, entraînant une perte substantielle de revenus pour la sécurité sociale et une réduction des salaires nets des travailleurs d'environ 20 %<sup>28</sup>.



Source : Analyse de la CSI sur la base de données extraites du *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019* du BIT, d'Eurostat et de la base de données de l'OCDE.

Note : pas de données disponibles pour la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord et le Monténégro. \*Dernières données disponibles : OCDE (2018), UE des 28 (2016).

Les gouvernements invoquent souvent le manque de moyens à consacrer à une large expansion de la couverture de la protection sociale et nombre de pays d'Europe de l'Est citent aussi la pression démographique comme raison supplémentaire de ne pas étendre davantage la protection sociale. Pourtant, des estimations montrent que les coûts d'une extension de la sécurité sociale pour fournir un niveau minimum garanti de protection à tous sont loin d'être prohibitifs<sup>30</sup>. En outre, les gouvernements ont à leur disposition de nombreux moyens d'augmenter les recettes et de se ménager un espace budgétaire, notamment en adoptant des mesures pour réaffecter les dépenses publiques, recourir à une fiscalité progressive, lutter contre la fraude fiscale et les flux financiers illicites, veiller à ce que les employeurs paient leur juste part de cotisations sociales, soutenir la transition vers l'économie formelle et en finir avec les obstacles que les femmes, les jeunes et d'autres membres de groupes défavorisés rencontrent pour accéder au marché du travail<sup>31</sup>.



Source : Analyse de la CSI sur la base de données extraites du *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019* du BIT.

Note : Les chiffres concernent les dépenses pour 2015 ou dernières données disponibles.

La faible couverture et la piètre efficacité des systèmes de protection sociale sont grandement liées à des dépenses insuffisantes pour satisfaire aux demandes. Les dépenses que les pays consacrent à la protection sociale en pourcentage du PIB sont nettement inférieures à celles de la moyenne des pays de l'UE. Par exemple, l'Albanie et la Roumanie dépensent moins de la moitié de la somme que les pays de l'UE consacrent en moyenne à leur système de protection sociale, exprimée en pourcentage du PIB, alors que les taux de chômage et de pauvreté sont considérablement plus élevés dans ces pays d'Europe de l'Est. De nombreux pays ont récemment mené des réformes pour encore diminuer les dépenses sociales, ce qui risque de réduire d'autant l'efficacité des systèmes de protection et



D'une façon générale, une protection sociale insuffisante a des conséquences sociales et économiques négatives. L'inadéquation des systèmes de protection sociale dans la région contribuerait à accroître la pauvreté et les inégalités,

poussant les travailleurs vers l'informalité<sup>32</sup>. Elle freine aussi la demande globale, empêchant ainsi une croissance économique durable.

### Résumé

- Les systèmes de protection sociale ne couvrent pas la plupart des travailleurs et travailleuses.
- Les dépenses sociales ne sont pas suffisantes.
- L'inadéquation des systèmes de protection sociale participe à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités et empêche une croissance économique inclusive.
- L'extension de la couverture sociale à l'ensemble de la main-d'œuvre est financièrement possible.

### Robert, 48 ans, employé administratif, Fédération de Bosnie-Herzégovine



“ J’aime mon travail, mais mon salaire, de 300 EUR par mois, est très bas. C’est à peine plus que le salaire minimum et ce n’est pas facile de vivre avec ça surtout quand vous avez un enfant, comme c’est mon cas. Le pire c’est que, lorsqu’il tombe malade, nous devons payer tous les médicaments et presque toutes les consultations médicales. ”

### Zoran, 47 ans, garde de sécurité, Republika Srpska



“ Ma femme est partie et je suis seul pour élever mes trois filles. L’année dernière, j’ai perdu le droit de bénéficier de l’allocation familiale mensuelle, ce qui a été une très mauvaise surprise. Apparemment, le gouvernement estime qu’une personne qui gagne 255 EUR par mois n’a pas le droit à une aide de l’État pour ses enfants, même si le prix d’un panier de biens est de 1019,93 EUR (2000 marks convertibles). Je trouve ça horrifant. ”

# Les arguments économiques en faveur d'un salaire minimum vital et d'une protection sociale

La garantie de salaires minimums vitaux et l'extension de la protection sociale en Europe de l'Est seraient grandement bénéfiques sur les plans social et économique. Il a été prouvé qu'augmenter le salaire minimum légal permet de réduire efficacement la pauvreté et les inégalités en faisant croître les salaires du bas de l'échelle<sup>33</sup>. Alors que les employeurs et certains gouvernements affirment erronément qu'une hausse du salaire minimum empêche les entreprises de mener leurs activités et réduit les emplois, la grande majorité des publications montrent que ce n'est pas le cas<sup>34</sup>. Des preuves empiriques provenant d'autres pays du monde, comme l'Indonésie, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde, indiquent qu'augmenter le salaire minimum peut stimuler la demande, créer des emplois et accroître les niveaux de l'emploi, et d'une façon générale, encourager la croissance économique<sup>35</sup>. En 2017, l'Organisation internationale du Travail soulignait que des observations récentes ont montré que lorsque les salaires minimums sont fixés à un niveau approprié et revus régulièrement pour refléter le coût de la vie et les facteurs économiques, cela entraîne une augmentation des salaires des travailleurs faiblement rémunérés – dont beaucoup sont des femmes – sans effet néfaste significatif sur l'emploi<sup>36</sup>.

Les recherches montrent également qu'augmenter les salaires minimums n'a pas d'influence négative sur la compétitivité qui peut par ailleurs être affectée par d'autres facteurs plus critiques, comme l'offre de compétences, le respect du droit, la stabilité des relations sociales, la disponibilité et l'utilisation des technologies et des infrastructures, la logistique et les règles commerciales<sup>37</sup>. De nombreuses études ont aussi souligné les effets positifs d'une hausse des salaires minimums, comme l'amélioration des compétences, une rotation du personnel moindre, une plus grande efficacité organisationnelle et une plus forte productivité<sup>38</sup>.

De même, des systèmes de protection sociale adéquats et bien conçus se sont révélés extrêmement efficaces pour prévenir et réduire la pauvreté et les inégalités, encourager l'acquisition de compétences et améliorer l'employabilité, fournir des stabilisateurs automatiques essentiels, réduire l'informalité et, d'une façon générale, pour soutenir la croissance économique et le développement<sup>39</sup>.

## Résumé

- L'augmentation des salaires minimums légaux réduit la pauvreté et les inégalités.
- L'augmentation des salaires minimums légaux stimule la demande globale, favorise l'emploi et encourage une croissance économique générale.
- Des salaires minimums légaux et une protection sociale appropriée favorisent une croissance économique inclusive.

# Notes

---

## 1. Sources des données pour les profils des pays :

**Niveaux des salaires minimums (avant et après impôt) :** Données extraites de la législation nationale et des informations fournies par les centrales syndicales nationales. Pour la Serbie, les informations s'appuient sur des données provenant de l'Office des statistiques de la République de Serbie – RZS.

**Croissance du PIB :** Base de données Eurostat pour la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la moyenne de l'UE. Base de données de la Banque mondiale pour l'Albanie et la République de Moldova. Informations fournies par les centrales syndicales nationales pour l'Ukraine. Dernières données disponibles pour tous les pays.

**Projection de l'évolution démographique :** Les données pour la Bulgarie et la Bosnie-Herzégovine s'appuient sur des informations fournies par les centrales syndicales nationales. Pour tous les autres pays, les données proviennent du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2019) (*World Population Prospects*).

**Taux d'emploi :** Enquête sur la main-d'œuvre de l'Union européenne (2018) pour la Bulgarie, la Croatie, la Roumanie et le Monténégro. Office national des statistiques (2019) pour la Macédoine du Nord. ILOStat (2018) pour la Bosnie-Herzégovine. Pour l'Albanie, la République de Moldova et l'Ukraine, informations fournies par les centrales syndicales nationales. Pour la Serbie, les informations s'appuient sur des données provenant de l'Office des statistiques de la République de Serbie – RZS.

**Seuil de pauvreté :** Base de données Eurostat pour la Bulgarie, la Croatie, le Monténégro et la Macédoine du Nord (dernières données disponibles). Les seuils sont fixés en fonction de l'indicateur de risque de pauvreté (pauvreté relative) de l'Union européenne et les calculs pour les ménages ont été effectués pour une famille de quatre personnes (deux adultes et deux enfants). Les données pour la Roumanie et la Bosnie-Herzégovine (Republika Srpska) sont fournies par les centrales syndicales nationales. Pour l'Ukraine, les informations s'appuient sur une estimation du «minimum vital pour une personne valide» calculée par le ministère de la Politique sociale. Pour l'Albanie, les informations se fondent sur une estimation du «minimum vital» calculée par l'Institut du travail. Pour la Serbie, les informations s'appuient sur des données provenant de l'Office des statistiques de la République de Serbie – RZS. Aucune donnée disponible pour la République de Moldova.

**Part de l'emploi dans le secteur public :** Informations fournies par les centrales syndicales nationales pour la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie, le Monténégro et la République de Moldova (dernières données disponibles). Office national des statistiques (2019) pour la Macédoine du Nord. Données provenant d'ILOStat (2013) pour tous les autres pays. Aucune donnée disponible pour la Bosnie-Herzégovine.

**Pourcentage des échanges avec l'Union européenne :** Les données pour la Roumanie, la Croatie, la Bulgarie, l'Ukraine et la République de Moldova proviennent des profils des pays établis par la Direction générale du Commerce de la Commission européenne. Les données pour la Macédoine du Nord proviennent du Service européen pour l'action extérieure. Pour l'Albanie, la Serbie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine, les données d'Eurostat sur les exportations ont été utilisées.

**Principaux secteurs d'emploi :** Données extraites de *The World factbook* de la CIA et informations fournies par les centrales syndicales nationales.

**Principaux employeurs :** Informations fournies par les centrales syndicales nationales et extraites d'articles de presse. Toutes les informations concernant les pays susmentionnés ont été revues par les centrales syndicales nationales.

2. **Sociétés multinationales/entreprises étrangères :** SKF Bearings Bulgaria (construction de machines) ; Bordnetze (construction de machines) ; Ideal Standard Vidima (production de métaux et de céramiques) ; E. Mirolio (textile) ; Lukoil (production de produits pétroliers et chimiques) ; Balkapharma (produits pharmaceutiques)

Entreprises privées bulgares : Sopharma (produits pharmaceutiques)

Entreprises publiques bulgares : TPP «Mariza –East 2» (Production d'électricité) ; VMZ (production d'armes, construction de machines).

3. **Entreprises internationales :** Telenor Crna Gora ; M-Tel doo ; Mercator CG ; Ina Crna Gora

Entreprises nationales : Hard diskont Laković ; Voli trade doo ; Uniprom ; Bemax ; Montenegro airlines

4. Kaufland Romania (chaîne de supermarchés) ; Ford Romania (automobile) ; Lukoil Romania (pétrole) ; Auchan (chaîne de supermarchés) ; Yazaki (électronique) ; Dedeman (chaîne de commerces de détail)

5. <https://www.serbianmonitor.com/en/serbian-companies-with-the-biggest-revenue-2016/>

6. **Entreprises internationales :** Raiffeisen Bank Ukraine (services bancaires) ; Leoni Wiring Systems (automobile) ; Alfa Bank (services bancaires) ; SE Bordnetze Ukraine (automobile)

Entreprises nationales : Ukrtelecom (télécommunications) ; Ukrnafta (compagnie pétrolière) ; Naftogaz (secteur énergétique) ;

- ATB-Market (commerce de détail) ; Silpo-food (commerce de détail) ; Energoatom (secteur énergétique) ; Nova Poshta (services postaux) ; Oschadbank (services bancaires) ; Epicentre (commerce de détail) ; Pavlogradvugillia (mines de charbon).
7. Voir base de données statistiques de la Banque mondiale (PIB en USD), comparant les PIB de 2017 (dernières données disponibles) à ceux de 2000.
  8. Fonds monétaire international (FMI) (2018), *Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale pour l'Europe et l'Asie centrale*.
  9. Voir Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'Europe et l'Asie centrale, [Employment and Livelihoods](#).
  10. Voir PNUD (2015), [Poverty, Inequality, and Vulnerability in the Transition and Developing Economies of Europe and Central Asia](#).
  11. FMI (2015), *Perspectives économiques régionales* pour le Caucase et l'Asie centrale.
  12. Voir par exemple : Banque mondiale (2016), *Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée*; FMI (2015), *Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective*; Wilkinson et Pickett (2009), *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better*.
  13. Institut syndical européen, Paunovic-Kosanovic (2019) – Calculs effectués sur la base des données AMECO.
  14. Bureau international du Travail (BIT) (2017), *L'avenir du travail décent en Europe et Asie centrale - Enjeux et perspectives*.
  15. FMI (2019), *Demographic Headwinds in Central and Eastern Europe*.
  16. *Ibid.*
  17. International Institute for Applied Systems Analysis (2016), *Labor market and migration across the Eurasian continent, workshop report*.
  18. Bureau du PNUD pour l'Europe et l'Asie centrale (2018), *Making the Most of Emigration*.
  19. Vous pouvez consulter un résumé du sondage ici : <https://www.theguardian.com/world/2019/apr/01/europe-south-and-east-worry-more-about-emigration-than-immigration-poll>.
  21. Pour plus d'informations, veuillez consulter [l'Indice CSI des droits dans le monde 2019](#).
  22. BIT (2017), *L'avenir du travail décent en Europe et Asie centrale - Enjeux et perspectives*.
  23. *Ibid.*
  24. *Ibid.*
  25. BIT, 2017, [Rapport mondial sur les salaires 2016/17](#).
  26. Document de travail du FMI (2018) [Understanding the Macro-Financial Effects of Household Debt: A Global Perspective](#).
  27. BIT (2017), *L'avenir du travail décent en Europe et Asie centrale - Enjeux et perspectives*.
  28. Vous trouverez ici une explication de la réforme : <https://balkan.eu.com/trade-unions-demand-reform-montenegrin-pension-system/>.
  29. Vous trouverez [ici](#) une explication de la réforme de l'Institut syndical européen.
  30. Voir par exemple le calculateur des coûts du BIT et l'indice des socles de protection sociale de la Fondation Friedrich Ebert.
  31. Voir par exemple les conclusions de la [Conférence mondiale sur le financement de la protection sociale](#) de la CSI (2018) ; Ortiz et coll. (2017), *Fiscal Space for Social Protection and the SDGs*.
  32. Voir par exemple BIT (2017), *L'avenir du travail décent en Europe et Asie centrale - Enjeux et perspectives*.
  33. Voir par exemple BIT, [Rapport mondial sur les salaires 2016/17](#).
  34. Voir par exemple, BIT, [Minimum Wage Policy Guide](#); Banque mondiale (2015), *Balancing Regulation to Promote Jobs*.
  35. Voir par exemple Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2016), *Perspectives de l'emploi*; Banque mondiale (2012), *Balancing Regulation to Promote Jobs*; Note d'information politique du L20 (2018), [The Case for Wage-led Growth](#).
  36. BIT (2017), *L'avenir du travail décent en Europe et Asie centrale - Enjeux et perspectives*.
  37. Voir par exemple, OCDE (2008), *Skills for Competitiveness : Tackling the low skilled equilibrium conceptual framework* ; Banque mondiale (2017), *Trouble in the Making? The Future of Manufacturing-Led Development*.
  38. Voir par exemple l'étude comparative des preuves menée par le ministère du Travail de l'Ontario (2015), *The Economic Impact of Minimum Wages*; OCDE (2016), *Perspectives de l'emploi*; BIT (2017) [Rapport mondial sur les salaires 2016/17](#).
  39. Voir BIT, *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019*; Commission européenne (2013), *Evidence of Demographic and Social Trends: Social policies' contribution to inclusion, employment and the economy* ; BIT (2011), *Travail décent et économie informelle*; BIT (2014), *Monotax : Promoting formalization and protection of independent workers*.

Éditrice - responsable:

**Sharan Burrow**, secrétaire générale

**CSI**

5 Bd du Roi Albert II, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique

Tél : +32 2 224 0211 Fax : +32 2 201 5815

Courriel: [press@ituc-csi.org](mailto:press@ituc-csi.org) Web: [www.ituc-csi.org](http://www.ituc-csi.org)

